



## SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021 DECISION N° 2021-007- DB

<b>Date d'affichage :</b> <b>18 février 2021</b>	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	<b>Membres présents en séance :</b>
En exercice : 52	<b>Présents : (40)</b>
Quorum : 27	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Présents: 40	<b>Excusé(s) : (7)</b>
Excusé(s) : 7	Marc BONNIN, Sophie METAYER, Eric MOUSSERION, Isabelle GRAND-HOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX
dont pouvoir(s) : 1	<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)</b>
Absent(s) : 5	Benoît LEDOUX à Jackie GOULET
Nombre de votants : 41	<b>Absent(s) : (5)</b>
Secrétaire de séance :	Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY
M. Guy BERTIN.	

### **APPROBATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE SUR LES SOCIÉTÉS PUBLIQUES LOCALES**

Les Sociétés Publiques Locales (SPL) sont des sociétés anonymes régies par le Code de Commerce dont la totalité du capital social est obligatoirement détenue par des actionnaires de droit public. Elles ont été créées respectivement par les lois du 13 juillet 2006 et du 28 mai 2010.

Les SPL peuvent intervenir pour toute activité d'intérêt général pour le compte de leurs seuls actionnaires et sur leur seul territoire.

L'intérêt de ces nouveaux outils juridiques tient notamment au fait que les collectivités actionnaires peuvent solliciter le concours de ces sociétés pour réaliser telle opération relevant de leurs compétences sans qu'il soit besoin d'organiser en préalable une procédure de publicité ou de mise en concurrence, et ceci qu'il s'agisse d'un marché public, d'une délégation de service public ou d'une autre forme de dévolution contractuelle.

Toutefois, le bénéfice de cette exemption ne peut être mis régulièrement en œuvre qu'à la stricte condition que les collectivités actionnaires soient en mesure de justifier qu'elles exercent sur la société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services. Un contrôle jugé insuffisant serait de nature à retirer le bénéfice de l'exemption de mise en concurrence et à invalider des conventions directement conclues entre l'actionnaire public et la société.

Accusé de réception en préfecture  
049 39 07 11 836 00510347-2021-005-BB-A-DE  
Date de réimpression : 17/02/2021  
Date de réception préfecture : 17/02/2021

Les textes prévoient d'ores et déjà différents moyens de contrôle. Ainsi, l'assemblée délibérante de la collectivité publique actionnaire se prononce chaque année sur le rapport écrit relatif à la situation de la SPL qui lui est transmis par ses représentants au conseil d'administration. En outre, ces mandataires peuvent demander à la SPL communication de tous éléments la concernant (par exemple : sur sa situation et sur les opérations qu'elle conduit).

Au delà de ces moyens de contrôle existants, les instructions et recommandations récentes (notamment: circulaire ministérielle du 29 avril 2011, avis de l'Autorité de la Concurrence du 24 novembre 2011) ainsi que celles de la Chambre Régionale de Comptes lors de son dernier contrôle, insistent sur la nécessité de la mise en place d'un dispositif de contrôle effectif qui permette d'attester que les collectivités actionnaires exercent une influence déterminante tant sur les objectifs stratégiques que sur les décisions opérationnelles de la SPL. En l'espèce, il est donc proposé que soient précisées ces mesures de contrôle sur les SPL dont notre collectivité est actionnaire et ceci au-delà et en complément du dispositif légal de contrôle tel qu'il résulte des textes.

Bien évidemment, ce dispositif se doit d'être opposable aux sociétés concernées. Ces dernières devront donc l'intégrer sans délai dans leurs propres règles internes d'organisation et de fonctionnement (règlement intérieur) et veiller à en assurer le respect.

Il s'agit, en effet, de permettre à celui qui finance en sa qualité d'actionnaire ou qui commande une prestation en sa qualité de « donneur d'ordre » de se donner les moyens d'un suivi rigoureux et complet de l'activité exercée. Cette exigence particulière trouve sa justification dans le fait qu'il s'agit en l'occurrence d'un financement public des activités de ces sociétés.

Le dispositif proposé, qui figure en annexe, vise donc à permettre de maîtriser les décisions ayant des impacts stratégiques pour la SPL, pour la collectivité actionnaire ou pour les usagers, d'optimiser les relations entre la société et la collectivité ainsi que de mettre en cohérence l'action de la société avec les politiques publiques de la collectivité.

Ce contrôle analogue doit ainsi pouvoir être exercé par la collectivité en sa double qualité d'actionnaire de la SPL et d'autorité organisatrice, étant bien précisé que ce mécanisme ne saurait avoir ni pour objet ni pour effet de transférer les responsabilités de toute nature de la SPL vers la collectivité.

**Aussi ,**

**Vu** les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n°2020/124 DC du 30 Juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions ;

**Vu** la décision n°2018/013 DB du 25 janvier 2018 approuvant le dispositif de contrôle sur les sociétés publiques locales ;

**Considérant** la désignation d'un vice-Président en charge du suivi et du contrôle des SPL,

**Considérant** que ce dernier représente la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au sein de chaque conseil d'administration des SPL auxquelles elle est actionnaire,

Il est proposé au bureau communautaire :

- **D'ABROGER** la décision n°2018/013 DB du 25 janvier 2018 approuvant le dispositif de contrôle sur les sociétés publiques locales ;
- **D'APPROUVER** le dispositif de contrôle sur les SPL tel que figurant en annexe,
- **D'AUTORISER** M. le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture  
049-210119376-20210217-0000167-AB-A-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2021  
Date de réception préfecture : 17/02/2021

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 41 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	5. Institution et vie politique	5.7 Intercommunalité 5.7.8 Autres
-------------------	---------------------------------	-----------------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*